



Déclaration d'un mandat rémunéré dans un organe consultatif du secteur culturel ou dans la Commission artistes

Pourquoi cette déclaration ?

Vous êtes chômeur complet indemnisé (en ce compris le chômeur avec complément d'entreprise (RCC) et le travailleur à temps partiel qui bénéficie d'une allocation de garantie de revenu), et vous souhaitez exercer ou continuer à exercer :

- un (des) mandat(s) rémunéré(s) dans un organe consultatif dans les secteurs culturels où vous avez été désigné par une Communauté en vertu des décrets qui régissent ces secteurs ;
- un mandat de membre de la Commission artistes ;
- le renouvellement d'un des mandats susvisés.

Vous pouvez conserver votre droit aux allocations pour les jours où vous exercez votre (vos) mandat(s) si les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- vous déclarez votre (vos) mandat(s) via un formulaire C1 et vous complétez également ce formulaire C46 :
 - o au moment de la demande d'allocations ;
 - o ou ultérieurement, au plus tard le dernier jour du mois calendrier qui suit celui au cours duquel vous cumulez pour la première fois l'exercice de ce mandat avec le bénéfice des allocations de chômage ;
 - o ou, pour les mandats qui ont débuté avant le 1^{er} janvier 2022, au plus tard le 28 février 2022.
- les jetons de présence alloués dans le cadre de ce(s) mandat(s) ne dépassent pas 2.010,26 € par année civile (montant valable au 1^{er} décembre 2022).

Si ces conditions sont remplies, vous ne devez pas mentionner cette activité sur votre carte de contrôle. Si vous êtes dispensé de la tenue d'une carte de contrôle, vous ne devez pas non plus introduire de formulaire de déclaration remplaçant la carte de contrôle (C99).

Si, au cours de l'année civile, le montant total de vos jetons de présence dépasse le montant plafond de 2.010,26 €, vous pouvez continuer à exercer cette activité ; vous ne pourrez toutefois, après cette date, plus bénéficier d'allocations pour les jours où vous exercerez votre (vos) mandat(s).

Dans ce cas, vous noircissez votre carte de contrôle préalablement à l'activité. En cas de dispense de la tenue d'une carte de contrôle, vous introduisez un formulaire de déclaration remplaçant la carte de contrôle (C99).

Base légale : art. 46, §3, 7° de l'arrêté royal du 25.11.1991 portant réglementation du chômage.

Avez-vous besoin d'informations complémentaires ?

Si vous souhaitez plus d'informations, contactez votre organisme de paiement (CAPAC, CGSLB, CSC ou FGTB).

Que devez-vous faire du formulaire ?

- Vous complétez le formulaire et vous joignez le cas échéant une copie de votre (vos) décision(s) de nomination.
Vous trouverez dans la marge de gauche des informations qui vous aideront à compléter ce formulaire.
- Vous remettez le formulaire complété avec son annexe éventuelle, ainsi qu'un formulaire C1, à votre organisme de paiement (CAPAC, CGSLB, CSC ou FGTB).

Et ensuite ?

L'organisme de paiement transmet les formulaires à l'ONEM.
L'ONEM vous envoie un courrier avec sa décision.

À partir du moment où vous avez remis ces formulaires complétés à votre organisme de paiement, et pour autant que votre (vos) mandat(s) réponde(nt) bien à la définition précisée dans la rubrique « *Pourquoi cette déclaration* », vous pouvez exercer l'activité sans attendre la réponse de l'ONEM et sans autre formalité.



Déclaration d'un mandat rémunéré dans un organe consultatif du secteur culturel

(art. 46, §3, 7° de l'AR du 25.11.1991 portant réglementation du chômage)

date cachet organisme de paiement

À compléter par le chômeur

Votre identité

Nom et prénom

Votre numéro NISS se trouve sur votre carte d'identité

Numéro registre national (NISS) _____ / _____ - _____

Les données 'téléphone' et 'e-mail' sont facultatives

Téléphone

E-mail

Votre déclaration

Veuillez indiquer le nom de cet (ces) organisme(s)

Je souhaite exercer ou continuer à exercer, durant mon chômage, tout en conservant mon droit aux allocations, le(s) mandat(s) rémunéré(s) dans un organe consultatif du secteur culturel auprès de(s) l'organisme(s) suivant(s) :

.....
(ma nomination en tant que membre a été publiée au
Moniteur Belge du ___ / ___ / _____ *)

.....
(ma nomination en tant que membre a été publiée au
Moniteur Belge du ___ / ___ / _____ *)

.....
(ma nomination en tant que membre a été publiée au
Moniteur Belge du ___ / ___ / _____ *)

* **A défaut de publication au Moniteur belge, je joins en annexe** une copie des nominations suivantes :

.....
.....
.....
.....

Vos déclarations sont conservées dans des fichiers informatiques.

Vous trouverez de plus amples informations concernant la protection de ces données dans la brochure relative à la protection de la vie privée disponible à l'ONEM.

L'exactitude de vos déclarations est vérifiée en comparant celles-ci aux données du Registre national et d'autres organismes (mutuelles, fonds d'assurance pour indépendants, banques de données ONSS avec les données relatives à votre occupation, SPF Finances pour ce qui concerne votre dossier fiscal, institutions des Communautés et des Régions, ...)

Plus d'infos sur www.onem.be

Je déclare que :

- les jetons de présence alloués dans le cadre de ce(s) mandat(s) ne dépassent pas, le cas échéant pour l'ensemble des mandats, 2.010,26 € par année civile;
- je suis informé que, tant que le montant total des jetons de présence perçus au cours de l'année ne dépasse pas 2.010,26 €, je ne dois ni mentionner cette activité sur ma carte de contrôle, ni introduire de formulaire de déclaration remplaçant la carte de contrôle, en cas de dispense de carte de contrôle;
- je suis informé que, dès que le montant total des jetons de présence perçus au cours de l'année dépasse 2.010,26 €, je dois, pour l'avenir, mentionner au préalable cette activité sur ma carte de contrôle ou introduire un formulaire de déclaration remplaçant la carte de contrôle, en cas de dispense de carte de contrôle;
- je suis informé que je dois rester inscrit comme demandeur d'emploi et disponible pour le marché de l'emploi, à moins d'en être dispensé pour un autre motif;
- je suis informé que le renouvellement d'un mandat doit être considéré comme un nouveau mandat et doit donc être déclaré dans les mêmes délais.

J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète et je communiquerai immédiatement toute modification à mon organisme de paiement.

Date: ___ / ___ / _____

Signature